

Meta

Principes de collaborations terminologiques

Richard Kromp

La terminologie dans le monde : orientations et recherches

Volume 36, numéro 1, mars 1991

URI : id.erudit.org/iderudit/003355ar

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN 0026-0452 (imprimé)
1492-1421 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kromp, R. (1991). Principes de collaborations terminologiques. *Meta*, 36(1), 240–242.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1991

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

PRINCIPES DE COLLABORATIONS TERMINOLOGIQUES

RICHARD KROMP
IBM Canada, Montréal, Canada

DES COMPÉTENCES CANADIENNES

Que répondriez-vous si on vous demandait: «Quelle est la plus grande agence de traduction au monde?» Et voici quelques indices: elle emploie 1 500 personnes, a traduit 300 millions de mots en 1987, compte 300 postes de traitement de texte, une banque de terminologie pouvant être consultée sur disque compact! Vous avez deviné, n'est-ce pas? Il s'agit bien du Bureau de traduction du Secrétariat d'État du Canada.

UN BILAN TERMINOLOGIQUE IMPRESSIONNANT

Le gigantisme de l'effort traductionnel canadien se reflète également dans la terminologie. La banque terminologique fédérale TERMIUM, tout comme la Banque de terminologie du Québec, compte près d'un million d'entrées bilingues. En comparaison, la banque de terminologie de la CEE, EURODICOTAUM, contient 440 000 fiches, multilingues toutefois.

Comment expliquer l'important essor qu'a connu le Canada sur le plan terminologique? Il est généralement admis que certains choix socio-politiques sont à l'origine de cet épanouissement des recherches terminologiques menées au Canada. Il faut d'abord citer la loi canadienne de 1967, qui sera renforcée plus tard en 1988 par la loi C72, promulguant le bilinguisme au sein de l'administration fédérale. Ensuite, il y a eu l'adoption en 1977 de la loi 101 au Québec, faisant ainsi du français la langue officielle de la province. Pour la réalisation de tels projets sociaux, il fallait donc mettre à la disposition de tous des terminologies bilingues.

La terminologie repose au Canada sur des assises solides: cursus universitaire distinct de la traduction depuis la fin des années 70, incluant des programmes de deuxième et de troisième cycles, reconnaissance des compétences professionnelles en terminologie depuis 1977 au Québec, au sein de la Société des traducteurs du Québec. La méthode mise au point pour délimiter nos terminologies bilingues, fondée sur une démarche successivement sémasiologique et onomasiologique, repose sur l'utilisation d'une documentation bilingue à jour, de laquelle sera extraite, par voie de comparaison sémantique, les termes dans la langue d'origine et ceux dans la langue d'arrivée.

UN CAS DE LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES TERMINOLOGIQUES

Devant le travail colossal des administrations publiques, les efforts d'une société privée semblent bien modestes. Toutefois, à l'échelle internationale, l'effort d'IBM en matière de traduction mérite une attention particulière: 26 centres de traduction traduisant dans 23 langues et dotés d'un budget annuel dépassant les 100 millions de dollars.

Au Canada, les services linguistiques d'IBM, fondés au début des années 70, comptent maintenant 45 employés permanents. Une section de terminologie existe depuis 1977; elle emploie cinq terminologues, une documentaliste et exploite une banque de

terminologie de quelque 26 000 notions, qui répond aux besoins terminologiques de l'entreprise.

Depuis huit ans, les services linguistiques d'IBM Canada investissent dans la collaboration avec le service de francisation d'IBM France (il s'agit de la toute nouvelle appellation du service de traduction), dans le but d'éviter la duplication des efforts de part et d'autre de l'Atlantique.

L'importance de l'apport canadien en matière de terminologie n'est plus à démontrer. D'abord, une section de terminologie vient d'être créée chez nos collègues français, chose tout à fait impensable au début de la collaboration. Qui plus est, le premier terminologue français est déjà venu deux fois au Canada pour des stages d'apprentissage de nos méthodes de travail. Le service français est relié en direct à notre base de données terminologiques et s'est même doté d'une base pour répondre à ses besoins spécifiques et à laquelle, en échange, nous avons accès également en direct.

Des terminologues canadiens participent activement aux travaux des divers comités de normalisation terminologique d'IBM France. Le réseau bureaucratique nous permet d'apporter notre contribution à distance et de transmettre à temps nos commentaires sur les corpus qui seront étudiés et qui nous sont fournis d'avance. À preuve, on peut lire dans la préface de l'édition de 1987 de l'ouvrage d'IBM France, intitulé *Terminologie du traitement de l'information*: «La *Terminologie du traitement de l'information* présente les principaux termes utilisés par la Compagnie IBM France pour ses produits. Cet ouvrage doit beaucoup à la collaboration accrue que nous entretenons avec les services de terminologie d'IBM Canada.¹»

Mais la contribution d'IBM Canada prend désormais une forme nouvelle. Nous menons présentement un projet pilote de collaboration dans lequel la terminologie, dépouillée en amont par un terminologue au Canada, est livrée à une équipe de traduction à Paris. Devant les bons résultats obtenus à ce jour, nous avons l'intention de mettre sur pied un deuxième projet du même type. N'est-ce pas là la preuve de la confiance que nous portent nos homologues français en matière de compétence terminologique?

La réputation de la terminologie des services linguistiques d'IBM Canada a maintenant dépassé le cadre de nos échanges francophones et est reconnue par les autres services de traduction d'IBM dans le monde. Ainsi, les pays européens ont confié aux terminologues canadiens le mandat de les présenter à un comité de normalisation terminologique récemment créé aux États-Unis. Nous participons donc désormais à l'élaboration de la terminologie anglaise au sein de la compagnie IBM aux États-Unis. Nos méthodes et notre compétence y sont d'ailleurs fort appréciées.

UN SAVOIR-FAIRE EXPORTABLE

Tout cet exercice n'en est pas un de pure vantardise. Les raisons qui le motivent s'expliquent fort aisément. Il s'agit de démontrer que l'acquis québécois ou canadien est solide et peut, avec quelques efforts de notre part, nous servir dans l'avenir. Notre bagage et notre savoir-faire terminologiques sont facilement exportables, et pas seulement dans le cadre d'IBM. Il suffit, pour s'en convaincre, de penser au succès du *Dictionnaire thématique visuel*, de Jean-Claude Corbeil, non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis et en Europe. Et l'ONU n'est-elle pas reliée à la BTQ? La Banque mondiale à Washington n'est-elle pas reliée à TERMIUM?

DES MOTS ET DES SOUS: AH! LES BEAUX JOURS!

Mais le jeu en vaut-il la chandelle? L'ampleur du marché qui s'ouvre à nous justifie-t-elle des investissements importants? Comme c'est souvent le cas, sur la question du marché de la traduction, il y a deux écoles de pensée. D'une part, il y a ceux que la

récession du début des années 80 semble avoir marqué au fer, ceux également qui souvent ont connu l'expansion fulgurante des années 70. Ou encore ceux qui ont été témoins d'une privatisation de l'activité traductionnelle prenant parfois des allures cruelles. Ceux-là semblent prédire souvent la disparition du marché, la mort à plus ou moins court terme de notre investissement collectif, bref, le début de la fin.

Mais il y a les optimistes inconditionnels. Au-delà des conjonctures économiques (que les spécialistes semblent d'ailleurs meilleurs à expliquer qu'à prédire), au-delà des phénomènes de privatisation qui touchent à peu près tous les secteurs d'activités, n'y a-t-il pas lieu d'espérer un avenir meilleur d'un contexte socio-politique caractérisé par une plus grande ouverture des frontières?

En Amérique du Nord, la libéralisation des échanges pourrait apporter plus d'eau au moulin de la traduction, plus de produits étant appelés à franchir le quarante-neuvième parallèle. Et que dire des perspectives de l'Europe de 1992? Les années 90 annoncent partout une mondialisation des échanges.

Est-ce à dire que toute cette effervescence économique aura des retombées bénéfiques sur le volume d'information à traduire? Partons d'abord en soulignant l'importance que revêt de nos jours le marché de la traduction. Coopers and Lybrand estimait en 1987 que la traduction représentait un marché de 20 à 60 milliards de dollars. En 1988, selon la JEIDA², 200 millions de pages auraient été traduites, pour un revenu total dépassant les 7 milliards de dollars.

Et s'il est vrai que plus il y a d'échanges économiques, plus les besoins en traduction croissent, tout laisse donc présager de fort beaux jours aux professions traductionnelles. Certains indices justifieraient cette thèse. Ne faut-il pas interpréter dans ce sens le nouvel intérêt des administrations et des grandes entreprises envers la traduction automatique, après une accalmie qui frôlait l'indifférence totale dans les années 80?

Au Sommet de la francophonie de Dakar en 1989, les chefs d'État sont convenus que «... le traducteur va devenir un communicateur hors-pair et un élément essentiel de la société de demain». Ce qui est vrai pour le traducteur l'est également pour son compagnon de route, le terminologue. Et que répondriez-vous si on vous demandait: «Où est la plus grande agence de traduction au monde?»

NOTES

1. IBM France (1987): *Terminologie du traitement de l'information*, Paris, IBM France.
2. Japan Electronics Industry Development Association.